

**En refusant de lancer la destitution de Macron, les partis dits « d'opposition » reçus à Matignon aujourd'hui prouvent qu'en réalité ils protègent Macron, et que François Asselineau et l'UPR sont la seule véritable opposition.**

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

-

Alors que le compte à rebours est lancé avant le prochain soulèvement des « gilets jaunes » samedi prochain, Macron n'a rien trouvé de mieux à faire que d'ordonner à son Premier ministre de recevoir les dirigeants des « partis politiques représentés au parlement », comme si la crise actuelle se situait entre le gouvernement et les partis dits « d'opposition ».

Or, la crise est ailleurs. Elle se situe entre Macron et le peuple.

**Macron aurait pu faire preuve de davantage de courage en s'acquittant lui-même de la besogne ingrate qu'il a confiée à son premier lampiste. Lorsqu'ils étaient confrontés à une crise, [au moins Mitterrand, Chirac, Sarkozy et même Hollande recevaient-ils eux-mêmes les chefs de partis.](#)**

Peut-être Macron devait-il aujourd'hui superviser la pose de la nouvelle moquette commandée par Brigitte Trogneux pour recouvrir la salle des fêtes de l'Élysée ? Signe de l'inconscience et de l'indécence du couple

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ présidentiel, le coût astronomique de cet aménagement – 300 000 euros – a été révélé par la presse le [samedi 1<sup>er</sup> décembre 2018](#), c'est-à-dire au moment même où Paris était en proie aux affrontements.

Quoi qu'il en soit, **les dirigeants politiques reçus aujourd'hui à Matignon ont parfaitement joué leur rôle d'opposition d'opérette :**

- **tous ces messieurs-dames de la majorité et de la fausse opposition se sont comportés comme s'ils avaient été mandatés pour représenter les « gilets jaunes », ce qui n'est absolument pas le cas.** Mélenchon en a d'ailleurs fourni la meilleure preuve, en annonçant la semaine dernière qu'il serait sur les Champs-Élysées pour manifester samedi 1<sup>er</sup> décembre, projet qu'il a dû abandonner à cause des [réactions extrêmement hostiles](#) auxquelles il s'est heurté de la part des « gilets jaunes » ;
- **tous ces messieurs-dames de la majorité et de la fausse opposition ont cantonné leurs revendications à des sujets subalternes qui ne représentent là encore nullement les aspirations des « gilets jaunes ».** Soutenus par 84 % des Français, ceux-ci sont des dizaines de milliers à exiger chaque week-end des mesures immédiates et profondes de justice sociale leur permettant de vivre et de faire vivre leur famille dignement. **La vérité, c'est que la grande majorité de leurs revendications sont incompatibles avec l'appartenance de la France à l'Union européenne et à l'euro, ce que seule l'UPR dit et redit depuis plus de 11 ans ;**
- **tous ces messieurs-dames de la majorité et de la fausse opposition ont soigneusement évité de demander la destitution de Macron par l'article 68 de la Constitution, alors que c'est la revendication vers laquelle convergent maintenant de plus en plus de « gilets jaunes ».** En particulier, M. Ruffin espère en la « démission » de Macron mais refuse d'user de son pouvoir de parlementaire pour lancer la destitution du président de la République par l'article 68 de la Constitution. M. Mélenchon et le groupe communiste à l'Assemblée nationale veulent censurer le gouvernement - c'est-à-dire s'attaquer au lampiste Édouard Philippe ! - mais refusent de s'attaquer à Macron.. Il en est de même du RN (ex-FN) qui demande humblement à Macron de se tirer une balle dans le pied en prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, tout comme le demande gentiment Philippot qui a été reçu avec les honneurs à Matignon aujourd'hui parce qu'un député d'extrême-droite, élu avec les voix du FN, l'a rejoint...

**En refusant de lancer la destitution de Macron, la prétendue « opposition » le protège en réalité. Elle joue avec le gouvernement une pièce de théâtre qui, dans le contexte actuel, tourne à vide et semble tout droit tirée de l'ancien monde que Macron prétendait enterrer.**

**Seuls François Asselineau et l'Union populaire républicaine (UPR) proposent de destituer le président de la République par la voie légale de l'article 68 de la Constitution, conformément au souhait de plus en plus écrasant des « gilets jaunes ».**

**Il se révèle que la véritable opposition à Macron, et la seule, c'est nous.**

**Plus que jamais, nous invitons les Français à demander massivement, par écrit et par oral, à leurs députés et sénateurs de lancer cette procédure salutaire. Nous leur conseillons de s'appuyer sur le [dossier juridique très circonstancié](#) que nous avons rendu public et qui accuse Macron :**

- **d'avoir commis et de continuer à commettre 10 infractions constitutionnelles précises et caractérisées,**
- **et d'être mis en cause dans plusieurs affaires de financement qui méritent d'être clarifiées.**

---